

44181



**ESTIMATION ECONOMIQUE
DES TRANSFERTS D'AIDE ALIMENTAIRE
EN FAVEUR DES PAYS DU SAHEL**

Note de Travail
Club du Sahel/COBEA IUT Orsay

Réunion du Réseau de Prévention des Crises
Alimentaires dans le Sahel, Paris, novembre 1991

Les idées exprimées dans cette étude le sont sous la responsabilité de leurs auteurs, et n'engagent pas nécessairement l'OCDE, le Club du Sahel ou le CILSS.

Mots clés: aide alimentaire, macroéconomie.

ESTIMATION ECONOMIQUE DES TRANSFERTS D'AIDE ALIMENTAIRE
EN FAVEUR DES PAYS DU SAHEL

AVANT-PROPOS

A la dernière réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires dans le Sahel (novembre 1990), les participants se sont interrogés sur ce que l'aide alimentaire représente du point de vue des pays du Sahel. Pour fournir des éléments de réponse, le Secrétariat du Club du Sahel et le COBEA¹ ont effectué plusieurs travaux étroitement liés:

- Une compilation détaillée des statistiques sur les transferts d'aide alimentaire pour la décennie 1980-90, y compris par type de céréale et d'utilisation pour la période 1986-90. Ces données sont consignées dans le "Recueil de Statistiques sur l'Aide Alimentaire aux Pays du Sahel, 1980-90".
- Une première réflexion théorique sur la valorisation de l'aide alimentaire du point de vue des pays du CILSS (économies et trésors publics) ainsi que des résultats préliminaires, présentés dans ce document.
- Une analyse théorique plus complète sur les effets induits de l'aide alimentaire monétisée présentée dans le document "Première Analyse Théorique des Effets des Fonds de Contrepartie".

INTRODUCTION

A court et moyen-terme, les besoins alimentaires de l'Afrique au sud du Sahara vont très probablement croître; la production nationale, les importations commerciales et l'aide alimentaire auront toutes un rôle important à jouer pour satisfaire les besoins des populations.

Par rapport à l'ensemble de l'Afrique au sud du Sahara, les pays du Sahel sont des consommateurs modestes d'aide alimentaire (de l'ordre de 15 pour cent du total en équivalent grain). Cependant, à l'échelle des pays du Sahel, l'aide alimentaire peut représenter une contribution non-négligeable, voire critique en années de crises.

¹ Centre d'Observation des Economies Africaines, IUT d'Orsay.

Version Provisoire, RPCA 1991

Etant donné que l'aide alimentaire aux pays du Sahel va, en toute probabilité, se maintenir ou augmenter à court et moyen terme, il convient d'examiner ce qu'elle représente, non seulement du point de vue du disponible alimentaire, mais aussi par rapport à certains grands indicateurs économiques.

En effet, une fois monétisée, elle représente un moyen croissant de transfert de ressources pour soulager les contraintes budgétaires et de balances de paiements de nombreux pays récipiendaires². Cependant, dans la mesure où elle s'est davantage intégrée aux programmes d'aide globaux des pays donateurs, l'aide alimentaire rentre plus directement en concurrence avec d'autres programmes d'appui au développement. Il est donc important d'avoir une idée de l'effet économique de transferts par le biais d'aide alimentaire.

Les céréales représentant la majeure partie des transferts en aide alimentaire aux pays du Sahel, l'analyse qui suit est focalisée sur ces produits.

CE QUE REPRESENTE L'AIDE ALIMENTAIRE

Du point de vue du pays donneur, la valeur du transfert en ressources représentées par l'aide alimentaire dépend en partie de la balance céréalière des grands pays producteurs, et de ses effets sur les marchés mondiaux.

Elle dépend aussi de la politique d'achat du pays donneur, selon qu'il s'adresse à des fournisseurs nationaux, à des intermédiaires "communautaires", à de tiers-pays en développement, ou qu'il procède à des achats locaux. La difficulté de comparaisons valables des coûts réels de ces différentes options est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les pays fournisseurs d'aide alimentaire ne s'affranchissent que rarement des approches "classiques".

Du point de vue du pays récipiendaire, la valeur de l'aide alimentaire dépend du produit concerné, et de l'usage local qui en est fait: aide d'urgence, projet, hors-projet, de riz, de blé ou de céréales secondaires.

On peut aussi exprimer la valeur de l'aide alimentaire selon que l'on considère le transfert net vers l'économie du pays sahélien, l'Etat, ou les consommateurs.

Par exemple, une partie de l'aide alimentaire peut être valorisée au prix CAF du même produit ou de produits équivalents,

² Ce point est développé en détail dans le document "Première Analyse Théorique des Fonds de Contrepartie"

Version Provisoire, RPCA 1991

dans la mesure où elle se substitue à des importations commerciales. Elle peut aussi être valorisée par rapport aux prix des céréales locales, dans la mesure où elle se substitue à des achats pour les consommateurs qui la reçoivent gratuitement.

APPROCHE/METHODE DE TRAVAIL

Les données sur les transferts d'aide alimentaire³ ont d'abord été organisées par pays, pour chaque année, en récapitulant les quantités par type de produit et d'utilisation:

Tableau 1

Pays i, Année j

	Urgence	Projet	Hors-Projet
Blé	Q.	Q.	Q.
Riz	Q.	Q.	Q.
Céréales	Q.	Q.	Q.
Secondaires			

Le détail de ces données par pays, année, type de produit et d'utilisation est consigné dans le "Recueil de Statistiques sur l'Aide Alimentaire aux Pays du Sahel, 1980-1990".

IMPACT DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN QUANTITES

Dans un premier temps, nous procédons à un rappel de l'impact brut de l'aide alimentaire (total céréales) en quantités, par rapport au disponible national⁴:

- Aide alimentaire par rapport aux importations céréalierères commerciales;
- Aide alimentaire par rapport à la production disponible;
- Aide alimentaire par rapport à la proportion échangée

³ Données fournies par Interfais, du Programme Alimentaire Mondial.

⁴ Les résultats détaillé[s] sont consignés dans le tableau "Ratios AA/céréales importées et AA/céréales disponibles" en annexe.

de la production disponible nationale (hypothèses de 15 et de 20% du total).

a) Par rapport aux importations céréalières commerciales, et pour l'ensemble des pays du CILSS, l'aide alimentaire a été significative sur la décennie 1980. Elle a oscillé de 26 à 78 pour cent, avec une moyenne arithmétique de 45 pour cent. Bien entendu, ces chiffres ne reflètent pas les énormes disparités entre pays. Si l'on prend 1988 comme exemple, globalement une bonne année de production, on constate que l'aide alimentaire représentait, en proportion des importations céréalières commerciales:

27 %	au Burkina
621 %	au Cap Vert
6 %	en Gambie
11 %	en Guinée Bissau
45 %	au Mali
30 %	en Mauritanie
105 %	au Niger
7 %	au Sénégal
19 %	au Tchad

b) Bien que l'aide alimentaire représente une proportion de la production disponible⁵ nationale avoisinant 7 à 10 % au cours des années "normales", elle peut dépasser 15% et approcher 30% en période de crise. Par rapport aux quantités échangées de la production nationale⁶, par contre, elle a évidemment une pondération relative bien supérieure. En année normale, elle peut avoisiner 25 à 30 % des céréales nationales échangées, et dépasser largement 100 % en période de crise.

Là aussi, les différences entre pays sont importantes. Si l'on prend l'aide alimentaire comme proportion des quantités échangées de céréales nationales pour une bonne année, 1988/89 par exemple, cette proportion varie comme suit:

Burkina Faso	12 %
Cap Vert	2000 %
Gambie	60 %
Guinée Bissau	24 %
Mali	15 %
Mauritanie	200 %
Niger	23 %
Sénégal	33 %
Tchad	20 %

⁵ Calculée à partir des ratios production brute/nette utilisés par le CILSS/DIAPER pour les différents types de céréales.

⁶ On part ici de l'hypothèse que la proportion non autoconsommée représente de 15 à 20 % du disponible national net. En fait, cette proportion doit varier sensiblement d'un pays à l'autre, et selon la campagne.

IMPACT DE L'AIDE ALIMENTAIRE EN VALEUR

Pour passer des quantités aux valeurs, il faut imputer un "prix de référence" aux produits reçus. Selon le type de produit et d'utilisation (urgence, substitution à des importations commerciales et transfert de ressources par voie de monétisation, augmentation nette du PIB agricole, etc.) on a imputé une valeur appropriée.

VALORISATION THEORIQUE DE L'AIDE ALIMENTAIRE

Comme première approche, l'impact primaire de l'aide alimentaire peut être estimé par rapport aux produits concernés et à l'usage qui en est fait⁷.

Nous considérons ci-après quatre cas de figure principaux, et leurs conséquences sur l'économie du pays bénéficiaire ainsi que sur le trésor public.

A. Substitution à des Importations Commerciales

Dans ce cas, une partie du déficit alimentaire d'un pays sahélien, qui aurait dû être comblée par des importations commerciales, est fourni par un donneur.

L'Etat vend, directement ou à travers des intermédiaires, l'aide alimentaire reçue. Dans la mesure où les produits sont vendus au même titre que s'ils avaient été importés, les consommateurs ne ressentent pas de différence de prix. La réduction de la masse monétaire entre les mains du public se transforme en accroissement des réserves du secteur public plutôt qu'en diminution du stock de devises.

Du point de vue de l'économie nationale, le pays bénéficie d'une augmentation de ressources équivalente à la valeur des céréales cédées par l'Etat, nette de taxes et de coûts de transit. En ce qui concerne le trésor public, la fourniture de cette aide alimentaire permet au gouvernement, comme dans le cas d'une importation, de procéder à un transfert des consommateurs vers le trésor public égal à la différence entre le prix CAF et le prix de cession aux intermédiaires (i.e. taxes et droits à l'importation).

L'exemple ci-dessous permet de comparer deux cas possibles:
i) Importations Commerciales:

⁷ Pour une discussion des effets secondaires, ou induits, se référer au document sur les fonds de contrepartie.

Version Provisoire, RPCA 1991

	CAF	Taxes	Intermédiation	Prix de détail
(FCFA/kg)	90	50	40	180

ii) Aide Alimentaire se substituant à des importations commerciales:

(FCFA/kg)	90	40	180
-----------	----	----	-----

Si l'aide alimentaire se substitue véritablement à des importations, elle doit être cédée aux intermédiaires (140 FCFA/kg) et au public (180 FCFA/kg) au même prix que les produits importés. Dans ce cas, la contribution de cette aide alimentaire à l'économie est de 90 FCFA/kg (moins ressources absorbées par manutention/transit). L'effet brut sur les finances publiques s'élève à 140 FCFA/kg puisqu'il y a un transfert interne de 50 FCFA/kg des consommateurs vers l'Etat. En principe, l'effet sur les intermédiaires et les consommateurs est nul par rapport au cas des importations commerciales.

Pour les pays du Sahel, ce type de valorisation s'applique généralement à l'aide alimentaire hors-projet, surtout en ce qui concerne le riz et le blé.

B. Distribution Gratuite (sans contrepartie)

Ce cas de figure correspond aux situations où l'aide alimentaire est distribuée à des populations dépourvues de moyens alternatifs de se procurer des aliments: réfugiés, groupes destitués, etc.

Dans la mesure où l'Etat aurait dû, sans aide alimentaire, procéder à des distributions gratuites à partir de ses propres ressources, en achetant des céréales localement, ou en prélevant sur son stock de sécurité; le transfert net de l'Etat aux consommateurs nécessiteux serait équivalent au coût de revient de céréales stockées, plus frais de transport et de distribution vers les zones déficitaires.

Dans la mesure où un donneur prend cette opération en charge, y compris frais de transport et de distribution, sa contribution à l'économie nationale et au trésor public est équivalente, et peut être valorisée au prix de détail des céréales locales rendues dans les zones déficitaires.

Pour les pays du Sahel, cette valorisation peut s'appliquer à l'aide alimentaire d'urgence, quel que soit le type de céréales utilisées.

C. Aide Monétisée ne se Substituant pas Directement à des Importations Commerciales

Dans ce cas, l'aide alimentaire vient en appui à la production nationale, dans un contexte où, pour des raisons de pénurie de devises ou de choix politiques, il n'y aurait pas eu d'importations commerciales. Logiquement, elle porte sur des céréales s'apparentant le plus possible, en qualité et en valeur, aux produits locaux.

Son objet étant principalement d'augmenter les ressources financières de l'Etat, sa livraison est en principe exonérable de toutes taxes; de plus, les pays donateurs ne couvrent généralement pas les frais internes de transport et de distribution.

Cette aide monétisée est équivalente à une augmentation brute du PIB, valorisée au prix du marché intérieur. Pour obtenir l'augmentation nette il convient de déduire les ressources absorbées par la manutention et le transit internes. Comme approximation de la valorisation nette nous retenons le prix de gros dans la capitale de céréales non-échangeables (dont le prix ne reflète pas de droits et taxes à l'importation).

A la marge, l'impact sur le secteur privé (consommateurs, producteurs, intermédiaires) est nul.

Dans la mesure où l'aide alimentaire est monétisée sans élément de subvention aux consommateurs, l'augmentation brute du PIB correspond à la contribution au trésor public. S'il existe une subvention aux consommateurs, l'augmentation du PIB est répartie entre l'Etat et les consommateurs:

ETAT	CONSOMMATEURS
Prix de gros moins subvention	Prix local moins prix payé = Subvention = surplus de consommateur

C'est à l'aide hors-projet en céréales secondaires qu'on applique ce genre de valorisation.

D. Aide Utilisée comme Paiment pour des Actions d'Investissement Public

Ce type d'aide alimentaire, food-for-work par exemple, équivaut à une contribution en nature venant directement en appui au budget d'investissement de l'Etat.

En effet, en acceptant l'option food-for-work, le gouvernement du pays bénéficiaire estime implicitement que cette forme de contribution doit être au moins égale, et probablement supérieure,

Version Provisoire, RPCA 1991

à son coût d'opportunité: une aide équivalente monétisée dont les recettes sont affectées au budget de l'Etat, même si c'est pour effectuer des investissements identiques.

Une des raisons en faveur de ce choix de l'Etat est que dans les cas de food-for-work, le fournisseur d'aide alimentaire prend en charge tout ou la majeure partie des coûts de transport et de distribution, ce qui n'est normalement pas le cas pour l'aide monétisée. Par ailleurs, pays donateurs et bénéficiaires reconnaissent que dans certaines conditions, l'aide en nature est plus efficace que l'aide financière; par exemple:

- Quand le travail s'effectue dans des zones où il existe déjà une certaine pénurie d'aliments de base, et/ou une tension sur les marchés locaux;
- Quand le ciblage de certaines populations se fait bien mieux par des transferts en nature (aliments de base) qu'avec des transferts monétaires;
- Quand il est plus efficace, pour des raisons administratives, institutionnelles ou logistiques, de gérer des aliments de base plutôt que des ressources monétaires.

Du point de vue de l'Etat, cette aide alimentaire représente donc au moins la valeur monétisée (au prix de gros dans la capitale) du type de céréales concernées.

Par contre, il est très difficile d'estimer la valeur de la contribution nette à l'économie de ce type d'aide alimentaire. Dans un projet food-for-work "typique", on part de l'hypothèse que la main d'œuvre a un coût d'opportunité positif puisqu'elle s'adonnerait normalement à des activités productives. La contribution nette à l'économie de ce type d'aide alimentaire représente donc la différence entre la valeur ajoutée de la main d'œuvre affectée au projet d'investissement public type food-for-work et la valeur ajoutée de cette main d'œuvre affectée à ses activités propres de production privée.

Pour les pays du Sahel, cette valorisation (considérée comme valeur minimum) s'applique à l'aide alimentaire projet, en distinguant entre types de céréales utilisées.

PREMIER CHIFFRAGE DE LA VALORISATION

Le tableau ci-dessous récapitule la valorisation imputée à l'aide alimentaire, du point de vue des économies sahéliennes, selon le type d'utilisation et de produit. Les quatre cas de figure cités plus haut sont référencés par rapport aux catégories

Version Provisoire, RPCA 1991

classiques de statistiques sur l'aide alimentaire (urgence, projet, hors-projet).

A) Du Point de Vue des Economies Sahéliennes

Tableau 2

Pays i, Année j	URGENCE	PROJET	HORS-PROJET
	(urgence)	(Food for Work)	(substit. aux import.) (Augment. PIB)
Blé	P.def C2	CAF - α	CAF - α
Riz	P.def C2	CAF - α	CAF - α
Céréales Secondaires	P.def C2	P.urb C2 - α	P.urb C2 - α

 $P.\text{def } C2$ = prix de détail des céréales secondaires dans les zones déficitaires en période de soudure

$P.\text{urb } C2$ = prix de gros des céréales secondaires en zone urbaine

CAF = prix CAF de céréales importées, net de taxes et droits de douane.

α = valeur des ressources absorbées par la manutention et le transit jusqu'aux intermédiaires nationaux⁸.

B) Du Point de Vue des Trésors Publics

Tableau 3

Pays i, Année j	URGENCE	PROJET	HORS-PROJET
	(urgence)	(Food for Work)	(substit. aux import.) (Augment. PIB)
Blé	P.def C2	P.urb Blé - α	P.urb Blé - α
Riz	P.def C2	P.urb Riz - α	P.urb Riz - α

⁸ La valeur α est inscrite ici de façon théorique; nous ne disposons pas des informations détaillées permettant de la calculer pour tous les cas.

Céréales P.def C2
Secondaires

P.urb C2 - α P.urb C2 - α

P.def C2 = prix de détail des céréales secondaires dans les zones déficitaires en période de soudure

P.urb C2 = prix de gros des céréales secondaires en zone urbaine

α = valeur des ressources absorbées par la manutention et le transit jusqu'aux intermédiaires nationaux.

La valeur CAF, pour le riz et le blé est estimée à partir de plusieurs sources⁹. Dans certains cas elle a été reconstituée à partir du prix FOB majoré de coûts de transport vers les ports ouest Africains ou vers les pays de l'intérieur.

La valeur des céréales locales P.def correspond au prix de détail dans les zones déficitaires, elle est estimée en prenant le niveau maximum des prix céréaliers relevés par les systèmes d'information sur les marchés (SIM), systèmes d'alerte précoce, le projet FEWS¹⁰, etc.

La valeur P.urb correspond à la moyenne du prix de gros dans la capitale pour la période du 1er Avril au 1er Septembre, en fonction du produit concerné (blé, riz, céréales secondaires); le prix de gros correspond au prix de détail moins 15 pour cent.

Il est clair que la valorisation relative de l'aide alimentaire, et de la différence qu'il existe entre son effet sur l'économie en général et sur le trésor public, sont fortement influencées par les politiques nationales.

A partir de la valorisation théorique de divers types de produits affectés à leurs usages respectifs, un certain nombre de comparaisons (en valeur pour le total de l'aide en céréales) sont possibles, par pays et pour quatre années, 1986-1989:

- Valeur au pays bénéficiaire de l'aide alimentaire par rapport aux transferts d'APD;
- Valeur au pays bénéficiaire de l'aide alimentaire par rapport à la balance des paiements et au déficit de la balance des paiements;

⁹ Voir "Note sur la formation des prix de l'aide alimentaire" dans l'annexe à ce document.

¹⁰ Famine Early Warning System, projet financé et géré par l'USAID, Bureau pour l'Afrique (USAID/AFR/TR/PRO).

Version Provisoire, RPCA 1991

- Valeur au pays bénéficiaire de l'aide alimentaire par rapport aux recettes de l'Etat (hors APD);
- Valeur au pays bénéficiaire de l'aide alimentaire par rapport aux dépenses d'investissement.

A. Economies Sahéliennes

Du point de vue des économies sahéliennes, les ratios obtenus à partir de la valorisation de l'aide alimentaire ont été calculés pour deux périodes, en fonction de la disponibilité des données sur les prix et macroéconomiques. En fait, la carence de données macroéconomiques est plus souvent une contrainte que ce n'est le cas pour les prix. Les calculs détaillés sont présentés en annexe, dans les tableaux "Ratios AA/données macroéconomiques du point de vue de l'économie".

Exercice 1987/88
(en pourcentages)

	AA/ BC	AA/ RTE	AA/ DI	AA/ APD
Burkina	4	4	5	12
Cap-Vert	-	-	-	10
Gambie	-	7	-	6
Guinée B	-	1	-	5
Mali	13	5	7	12
Mauritanie	200	15	-	9
Niger	1,5	6	6	11
Sénégal	13	3	23	33
Tchad	-	7	3	4

(BC; Balance commerciale; RTE: recettes totales de l'Etat hors APD;
DI: Budget d'Investissement; APD: aide publique au développement.)

Exercice 1989/90
(en pourcentages)

	AA/ BC	AA/ RTE	AA/ DI	AA/ APD
Burkina	4	3	6	14
Cap-Vert	-	-	-	-
Gambie	-	-	-	-
Guinée B	-	-	-	-
Mali	12	3	5	10
Mauritanie	-	-	-	-
Niger	47	4	4	7
Sénégal	7	2	12	20
Tchad	15	14	6	10

B. Trésors Publics

La différence entre l'effet de l'aide alimentaire sur l'économie et sur les trésors publics dépend du type d'aide alimentaire et du produit. On peut la représenter rapidement par la différence entre les tableaux 2 et 3 ci-dessus:

Tableau 4

URGENCE (urgence)	PROJET (Food for Work)	HORS-PROJET (substit. aux import.) (Augment. PIB)
Blé 0	Taxes & Droits	Taxes & Droits
Riz 0	Taxes & Droits	Taxes & Droits
Céréales 0	0	0
Secondaires		

Dans ce cas aussi, les ratios obtenus à partir de la valorisation de l'aide alimentaire ont été calculés pour deux périodes. Les calculs détaillés sont présentés en annexe, dans les tableaux "Ratios AA/données macroéconomiques du point de vue du trésor public".

Exercice 1989/90
(en pourcentages)

	AA/ BC	AA/ RTE	AA/ DI	AA/ APD
Burkina	5	4	8	16
Cap-Vert	-	-	-	-
Gambie	-	-	-	-
Guinée B	-	-	-	-
Mali	15	4	6	12
Mauritanie	-	-	-	-
Niger	47	3	4	7
Sénégal	13	3	23	39
Tchad	16	15	6	10

Les tableaux pour 1987/88 sont virtuellement identiques selon que l'on voie la contribution de l'aide alimentaire du point de vue de l'économie ou de celui du trésor public. Les seules différences significatives apparaissent au cours de l'exercice 1989/90, pour le Sénégal, et, dans une moindre mesure, le Mali.

CONCLUSION

L'aide alimentaire, joue, en quantité, un rôle important d'appoint aux importations commerciales, même en bonne année. Sa place dans le disponible céréalier est loin d'être négligeable, surtout par rapport aux échanges de céréale locales comme on l'a vu plus haut, ou même par rapport au total échangé (importations commerciales + proportion échangée de la production nationale) :

Aide Alimentaire par rapport au Total des
Céréales Echangées, 1982-89
(pourcentage)

1982/83	25,5
1983/84	40,6
1984/85	54,4
1985/86	41,6
1986/87	18,8
1987/88	22,8
1988/89	14,2
1989/90	16,4

En termes macroéconomiques, deux constatations s'imposent: l'impact sur l'économie en général et sur le trésor public est quasiment le même, et relativement modeste, que ce soit en proportion des recettes de l'Etat, de budget d'investissement ou d'APD. Le Sénégal reflète une situation particulière dans la proportion d'aide alimentaire par rapport à l'APD (définie comme dons nets), la raison est qu'il reçoit proportionnellement plus de crédits que les autres pays.

ANNEXES

Tableaux: Ratios AA/Céréales importées et
AA/Céréales disponible échangé.

Note sur la Formation des Prix de l'aide alimentaire.

Tableaux: Ratios AA/données Macroéconomiques
du point de vue de l'économie,
et du point de vue des trésors publics.

Données macroéconomiques de base.

L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS DU CILSS
PAYS : TOUS

TITRE : RATIOS AA Cereales/import. et AA Cereales/Production disponible

FICHIER : AASK

SOURCES : PAM, DIAPER,

PAYS : TOUS

ANNEE	AA Cereal		Prod.disp.		AA/ P.com.20		AA/ P.com.15		Import AA/ Commer	
	1000T	1000T	P.Disp	1000T	P.C20	1000T	P.C15	Commer	Import	
80-81	350,48							986	35,5%	
81-82	412,17							837	49,2%	
82-83	410,63	4.472,20	9,2%	894,44	45,9%	670,83	61,2%	939	43,7%	
83-84	706,35	4.041,41	17,5%	808,29	87,4%	606,21	116,5%	1.133	62,3%	
84-85	955,08	3.524,69	27,1%	704,94	135,5%	528,70	180,6%	1.226	77,9%	
85-86	913,49	6.119,89	14,9%	1.223,98	74,6%	917,98	99,5%	1.280	71,4%	
86-87	405,70	6.297,19	6,4%	1.259,45	32,2%	944,58	42,9%	1.210	33,5%	
87-88	383,23	5.495,90	7,0%	1.099,18	34,9%	824,38	46,5%	856	44,8%	
88-89	339,06	7.221,98	4,7%	1.444,40	23,5%	1.083,30	31,3%	1.298	26,1%	
89-90	362,30	6.520,60	5,6%	1.304,11	27,8%	978,09	37,0%	1.235	29,3%	
90-91	311,09	5.763,46	5,4%	1.152,75	27,0%	864,52	36,0%	1.059	29,4%	

PAYS : BURKINA FASO

ANNEE	AA Cereal		Prod.disp.		AA/ P.com.20		AA/ P.com.15		Import AA/ Commer	
	1000T	1000T	P.Disp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import	
80-81	0,00							89	0,0%	
81-82	46,58							75	62,1%	
82-83	66,36	1.023,45	6,5%	204,69	32,4%	153,52	43,2%	96	69,1%	
83-84	61,00	855,13	7,1%	171,03	35,7%	128,27	47,6%	89	68,5%	
84-85	120,04	946,48	12,7%	189,30	63,4%	141,97	84,6%	172	69,8%	
85-86	109,43	1.339,79	8,2%	267,96	40,8%	200,97	54,5%	267	41,0%	
86-87	18,55	1.628,22	1,1%	325,64	5,7%	244,23	7,6%	150	12,4%	
87-88	40,86	1.275,20	3,2%	255,04	16,0%	191,28	21,4%	145	28,2%	
88-89	37,48	1.773,75	2,1%	354,75	10,6%	266,06	14,1%	178	21,1%	
89-90	39,52	1.646,37	2,4%	329,27	12,0%	246,96	16,0%	125	31,6%	
90-91	45,43	1.517,90	3,0%	303,58	15,0%	227,69	20,0%	171	26,6%	

PAYS : CAP VERT

ANNEE	AA Cereal		Prod.disp.		AA/ P.com.20		AA/ P.com.15		Import AA/ Commer	
	1000T	1000T	P.Disp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import	
80-81	41,35							31	133,4%	
81-82	51,38							25	205,5%	
82-83	37,76	3,40	1110,6%	0,68	5552,9%	0,51	7403,9%	8	472,0%	
83-84	61,48	2,55	2410,9%	0,51	12054,7%	0,38	16072,9%	40	153,7%	
84-85	35,70	2,55	1399,8%	0,51	6999,2%	0,38	9332,3%	6	594,9%	
85-86	68,02	1,70	4001,4%	0,34	20006,8%	0,26	26675,7%	20	340,1%	
86-87	78,92	10,20	773,7%	2,04	3868,6%	1,53	5158,2%	34	232,1%	
87-88	41,43	18,00	230,2%	3,60	1150,8%	2,70	1534,3%	21	197,3%	
88-89	49,69	14,03	354,2%	2,81	1768,3%	2,10	2361,0%	8	621,1%	
89-90	50,04	8,25	606,5%	1,65	3032,7%	1,24	4043,6%	16	312,8%	
90-91	52,36	9,71	539,3%	1,94	2699,1%	1,46	3595,1%	12	436,4%	

PAYS : GAMBIE

ANNEE	AA	Cereal	Prod.	disp.	AA/	P.com.20	AA/	P.com.15	AA/	Import	AA/
	1000T	1000T	P.Disp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import		
80-81	0,00								41	0,0%	
81-82	8,99								39	23,0%	
82-83	7,88	87,62	9,0%	17,52	45,0%	13,14	59,9%	22	35,8%		
83-84	18,49	53,05	34,9%	10,61	174,3%	7,96	232,3%	32	57,8%		
84-85	16,78	71,54	23,5%	14,31	117,2%	10,73	156,3%	88	19,1%		
85-86	14,06	93,25	15,1%	18,65	75,4%	13,99	100,5%	62	22,7%		
86-87	14,74	81,99	18,0%	16,40	89,9%	12,30	119,9%	137	10,8%		
87-88	19,80	72,40	27,4%	14,48	136,8%	10,86	182,3%	86	23,0%		
88-89	7,86	73,01	10,8%	14,60	53,8%	10,95	71,8%	135	5,8%		
89-90	13,00	75,61	17,2%	15,12	86,0%	11,34	114,6%	86	15,1%		
90-91	8,52	70,23	12,1%	14,05	60,7%	10,53	80,9%	71	12,0%		

PAYS : GUINEE BISSAU

ANNEE	AA	Cereal	Prod.	disp.	AA/	P.com.20	AA/	P.com.15	AA/	Import	AA/
	1000T	1000T	P.Disp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import		
80-81	46,07								21	219,4%	
81-82	34,77								39	89,2%	
82-83	21,92	95,32	23,0%	19,06	115,0%	14,30	153,3%	38	57,7%		
83-84	35,17	95,32	36,9%	19,06	184,5%	14,30	245,9%	71	49,5%		
84-85	22,19	119,16	18,6%	23,83	93,1%	17,87	124,1%	20	110,9%		
85-86	15,76	129,99	12,1%	26,00	60,6%	19,50	80,8%	47	33,5%		
86-87	17,16	144,43	11,9%	28,89	59,4%	21,66	79,2%	67	25,6%		
87-88	21,76	154,10	14,1%	30,82	70,6%	23,12	94,1%	48	45,3%		
88-89	6,07	147,94	4,1%	29,59	20,5%	22,19	27,4%	55	11,0%		
89-90	11,28	159,56	7,1%	31,91	35,4%	23,93	47,1%	76	14,8%		
90-91	5,90	162,50	3,6%	32,55	18,1%	24,38	24,2%	44	13,4%		

PAYS : MALI

ANNEE	AA	Cereal	Prod.	disp.	AA/	P.com.20	AA/	P.com.15	AA/	Import	AA/
	1000T	1000T	P.Disp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import		
80-81	40,92								96	42,6%	
81-82	55,73								62	89,9%	
82-83	71,99	807,40	8,9%	161,48	44,6%	121,11	59,4%	113	63,7%		
83-84	109,85	722,06	15,2%	144,41	76,1%	108,31	101,4%	.90	122,1%		
84-85	213,65	623,60	34,3%	124,72	171,3%	93,54	228,4%	342	62,5%		
85-86	224,36	1.369,45	16,4%	273,89	81,9%	205,42	109,2%	110	204,0%		
86-87	66,50	1.446,58	4,6%	289,32	23,0%	216,99	30,6%	130	51,2%		
87-88	40,41	1.320,90	3,1%	264,18	15,3%	198,14	20,4%	115	35,1%		
88-89	48,75	1.780,22	2,7%	356,04	13,7%	267,03	18,3%	109	44,7%		
89-90	44,29	1.730,73	2,6%	346,15	12,8%	259,61	17,1%	104	42,6%		
90-91	12,76	1.418,34	0,9%	283,67	4,5%	212,75	6,0%	35	36,5%		

PAYS : MAURITANIE

ANNEE	AA Cereal	Prod.	disp.	AA/	P.com.20	AA/	P.com.15	AA/	Import	AA/
	1000T	1000T	PDisp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import	Commer Import
80-81	84,98							146	58,2%	
81-82	63,09							58	108,8%	
82-83	62,23	16,45	378,3%	3,29	1891,5%	2,47	2521,9%	111	56,1%	
83-84	142,78	12,53	1139,5%	2,51	5688,3%	1,88	7596,5%	219	65,2%	
84-85	130,52	17,23	757,5%	3,45	3783,3%	2,58	5050,3%	200	65,3%	
85-86	143,44	52,48	273,3%	10,50	1366,1%	7,87	1822,2%	171	83,9%	
86-87	60,65	114,37	53,0%	22,87	265,2%	17,16	353,5%	133	45,6%	
87-88	56,65	125,90	45,0%	25,18	225,0%	18,89	300,0%	143	39,6%	
88-89	47,77	133,03	35,9%	26,61	179,5%	19,95	239,4%	161	29,7%	
89-90	70,50	138,87	50,8%	27,77	253,9%	20,83	338,4%	166	42,5%	
90-91	65,48	72,99	89,7%	14,60	448,5%	10,95	598,1%	126	52,0%	

PAYS : NIGER

ANNEE	AA Cereal	Prod.	disp.	AA/	P.com.20	AA/	P.com.15	AA/	Import	AA/
	1000T	1000T	PDisp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import	Commer Import
80-81	19,59							55	35,6%	
81-82	47,61							135	35,3%	
82-83	18,54	1.436,43	1,3%	287,29	6,5%	215,46	8,6%	98	18,9%	
83-84	0,00	1.472,68	0,0%	294,54	0,0%	220,90	0,0%	116	0,0%	
84-85	157,29	906,20	17,4%	181,24	86,8%	135,93	115,7%	159	98,9%	
85-86	149,47	1.546,02	9,7%	309,20	48,3%	231,90	64,5%	205	72,9%	
86-87	20,90	1.538,43	1,4%	307,69	6,8%	230,76	9,1%	51	41,0%	
87-88	37,82	1.200,60	3,1%	240,12	15,7%	180,09	21,0%	34	111,2%	
88-89	82,09	2.012,34	4,1%	402,47	20,4%	301,85	27,2%	78	105,2%	
89-90	28,12	1.412,15	2,0%	282,43	10,0%	211,82	13,3%	81	34,7%	
90-91	61,25	1.258,86	4,9%	251,77	24,3%	188,83	32,4%	113	54,2%	

PAYS : SENEGAL

ANNEE	AA Cereal	Prod.	disp.	AA/	P.com.20	AA/	P.com.15	AA/	Import	AA/
	1000T	1000T	PDisp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import	Commer Import
80-81	117,58							523	22,5%	
81-82	104,02							416	25,0%	
82-83	93,02	627,08	14,8%	125,42	74,2%	94,06	98,9%	490	19,0%	
83-84	177,07	423,24	41,8%	84,65	209,2%	63,49	278,9%	491	36,1%	
84-85	111,08	577,96	19,2%	115,59	96,1%	86,69	128,1%	551	20,2%	
85-86	112,12	1.015,94	11,0%	203,19	55,2%	152,39	73,6%	439	25,5%	
86-87	77,36	728,59	10,6%	145,72	53,1%	109,29	70,8%	565	13,7%	
87-88	111,79	855,10	13,1%	171,02	65,4%	128,27	87,2%	358	31,2%	
88-89	36,21	622,95	5,8%	124,59	29,1%	93,44	38,7%	495	7,3%	
89-90	78,41	856,30	9,2%	171,26	45,8%	128,45	61,0%	570	13,8%	
90-91	42,23	760,98	5,5%	152,20	27,7%	114,15	37,0%	468	9,0%	

PAYS : TCHAD

PAYS : TCHAD

ANNEE	AA	Cereal	Prod.	disp.	AA/	P.com.20	AA/	P.com.15	AA/	Import	AA/
	1000T	1000T	P.Disp	1000T	P.C20	1000 T	P.C15	Commer	Import		
80-81	0,00								21		
81-82	0,00								39		
82-83	30,90	375,05	8,2%	75,01	41,2%	56,26	54,9%	44			
83-84	81,98	404,85	20,2%	80,97	101,2%	60,73	135,0%	30			
84-85	147,85	259,97	56,9%	51,99	284,4%	39,00	379,1%	87			
85-86	76,81	571,27	13,4%	114,25	67,2%	85,69	89,6%	98			
86-87	50,92	604,38	8,4%	120,88	42,1%	90,66	56,2%	55			
87-88	12,71	473,70	2,7%	94,74	13,4%	71,06	17,9%	32			
88-89	23,14	664,71	3,5%	132,94	17,4%	99,71	23,2%	119			
89-90	27,15	492,76	5,5%	98,55	27,5%	73,91	36,7%	35			
90-91	17,15	491,95	3,5%	98,39	17,4%	73,79	23,2%	49			

NOTES SUR LA FORMATION DES PRIX DE L'AIDE ALIMENTAIRE

1. Aide d'urgence:

Valorisée par le prix de détail des céréales secondaires dans les zones déficitaires, en période de soudure. Ce prix, en première estimation, et faute de données plus précises, correspond aux prix maximal sur la période de soudure, (avril-aout), dans la capitale de chaque pays concerné et pour une année donnée. Dans le cas du Cap Vert, en l'absence de données, ce prix a été évalué comme le prix CAF mais, ((prix fob Gulf + 45 \$us)* taux de change annuel) + 30 FCFA/kg de frais de transport.

2. Aides projet et hors projet, du point de vue de l'économie du pays :

2-1. Pour le blé et le riz:

a) pour les pays côtiers,

- il s'agit du prix FOB BLE Gulf annuel hard winter no 2, auquel s'ajoutent les frais de fret et d'assurance évalués à 45 US\$ la tonne, converti en FCFA, taux de change annuel.

- il s'agit du prix FOB RIZ Brisé Bangkok, moyenne calculée sur la période (avril-aout) + 30 US\$ pour obtenir le prix CAF.

b) pour les pays non côtiers, à ce prix CAF s'ajoutent les frais de transport du port d'arrivée jusqu'aux capitales des pays en question, ainsi que des frais annexes de transit, surveillance et manutention.

- Pour le Burkina Faso : d'après doc. SEDES sur le plan céréalier, CAF + 33,5 FCFA/kg.

- Pour le Mali : CAF + 21 FCFA (transport Abidjan/Bamako)+10 FCFA (frais annexes).

- Pour le Niger : CAF + 30 FCFA (transport) + 10 FCFA (frais annexes).

- Pour le Tchad : CAF + 40 FCFA (transport) + 10 FCFA (frais annexes).

2-2. Pour les céréales secondaires :

- Il s'agit du prix d'achat par les grossistes évalué à

partir de la moyenne sur (avril-aout) des prix à la consommation du mil dans les capitales, divisé par 1,10, (estimation de la marge brute dégagée par l'ensemble de la commercialisation).

- Pour le Cap Vert, ce prix a été estimé équivalent au prix CAF mais + 15 FCFA/kg.

3. Aides projet et hors-projet, du point de vue du trésor public:

3-1. Pour le riz :

- Dans les cas où cela a été possible, le prix d'achat par les grossistes dans les capitales a été évalué sur la base des prix à la consommation du riz brisé sur la période (avril-août), divisé par 1,20.

- Dans les autres cas, les prix à la consommation ont été ceux disponibles même s'ils sortaient de la période de soudure, voire dérivés d'estimations personnelles, (Tchad, Niger).

- Pour le Cap Vert, il a été ajouté au CAF riz brisé 15 FCFA, évaluant les frais de ventes aux grossistes.

3-2. Pour le blé :

- En l'absence totale de données, ces prix ont été évalués de la manière suivante, prix CAF + taxes d'importations + frais de commercialisation. Ces derniers frais ont été supposés équivalents à ceux de la filière riz et donc, ont été obtenus en faisant la différence entre le prix d'achat grossiste riz et le prix CAF riz + les taxes d'importations sur le riz.

- Lorsque le niveau des taxes n'est pas connu, ce prix d'achat grossiste blé a été estimé égal aux prix CAF blé ou CAF + transports et frais, (pays non côtiers), multiplié par le CAF riz/prix achat grossiste riz.

- Pour le Cap Vert, CAF ble + 15 FCFA/kg.

3-3. Pour les céréales secondaires :

Le prix est identique à celui calculé lorsque l'on se place du point de vue de l'économie.

viv

L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS DU CILSS

TITRE : RATIOS AA/DONNEES MACRO., DU POINT DE VUE DE L'ECONOMIE

UNITES : TONNES, 1000 FCFA

SOURCE : PAM, IRAM, SIM, FEWS

FICHIER : VAL3A

PAYS : BURKINA FASO

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	105	0	1.728	91	157.248	2.000	91	182.000	3.728	339.248
RIZ	0	105	0	0	110	0	9.274	110	1.020.140	9.274	1.020.140
CER.II	0	105	0	27.860	95	2.646.700	0	95	0	27.860	2.646.700
TOT/CAT	0	86	0	29.588		2.803.948	11.274		1.202.140	40.862	4.006.088

TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I		
4.006.088 (104.800.000)	(0,04)	93.300.000		0,04	73.400.000	0,05	32.700.000	0,12

PAYS : CAP VERT

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	75	0	5.000	57	285.000	2.000	57	114.000	7.000	399.000
RIZ	40	75	3.000	464	75	34.800	11.750	75	881.250	12.254	919.050
CER.II	303	75	22.725	12.370	60	742.200	9.500	60	570.000	22.173	1.334.925
TOT/CAT	0		0	17.834		1.062.000	23.250		1.565.250	41.084	2.627.250

TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I		
2.627.250				ERR		ERR	25.793.810	0,10

PAYS : GAMBIE

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	0	0	655	57	37.335	1.000	57	57.000	1.655	94.335
RIZ	0	0	0	15.380	75	1.153.500	2.233	75	167.475	17.613	1.320.975
CER.II	0	0	0	535	79	42.265	0	79	0	535	42.265
TOT/CAT	0		0	16.570		1.233.100	3.233		224.475	19.803	1.457.575

TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I		
1.457.575			01 SEP 88	0.07	ERR	ERR	0.00	0.00

PAYS : GUINÉE BISSAU

ANNÉE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0		0	611	57	34.827	4.000	57	228.000	4.611	262.827
RIZ	110		0	6.109	75	458.175	10.206	75	765.450	16.425	1.223.625
CER.II	180		0	543		0	0		0	723	0
TOT/CAT	0		0	7.263		493.002	14.206		993.450	21.469	1.486.452
TOTAL Valeur AA		BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD		
1.486.452				HORS APD				ERR 29.427.580		0,05	
181.868.101				0,01							

PAYS : MALI

ANNÉE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	146	0	0	87	0	0	87	0	0	0
RIZ	5.425	146	792.050	10.281	105	1.079.505	10.000	105	1.050.000	25.706	2.921.555
CER.II	1.200	146	175.200	13.500	107	1.444.500	0	107	0	14.700	1.619.700
TOT/CAT	6.625	99	655.875	23.781		2.524.005	10.000		1.050.000	40.406	4.229.880
TOTAL Valeur AA		BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD		
4.229.880		(32.100.000)	(0,13)	HORS APD				ERR 58.400.000		0,07	33.900.000
				86.100.000	0,05					0,12	

PAYS : MAURITANIE

ANNÉE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	3.987	112	446.544	530	57	30.210	19.476	57	1.110.132	23.993	1.586.886
RIZ	504	112	56.448	70	75	5.250	9.144	75	685.800	9.718	747.498
CER.II	2.023	112	226.576	13.916	100	1.391.600	7.000	100	700.000	22.939	2.318.176
TOT/CAT	6.514		729.568	14.516		1.427.060	35.620		2.495.932	56.650	4.652.560
TOTAL Valeur AA		BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	AA/APD		
4.652.560		(2.057.959)	(2)	HORS APD				ERR 54.268.270		0,09	
				30.028.900	0,15						

PAYS : NIGER
ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	4.200	105	441.000	0	97	0	0	97	0	4.200	441.000
RIZ	100	105	10.500	0	115	0	3.892	115	447.580	3.992	458.080
CER.II	16.108	105	1.691.340	10.518	95	999.210	3.000	90	270.000	29.626	2.960.550
TOT/CAT	20.408	96	1.959.168	10.518		999.210	6.892		717.580	37.818	3.675.958

TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I		
3.675.958	2.400.000	1,53	65.000.000	0,06	56.700.000	0,06	34.600.000	0,11

PAYS : SENEGAL
ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	18.619	94	1.750.186	0	57	0	0	57	0	18.619	1.750.186
RIZ	8.920	94	838.480	6.489	75	486.675	56.431	75	4.232.325	71.840	5.557.480
CER.II	736	94	69.184	20.592	79	1.626.768	0	79	0	21.328	1.695.952
TOT/CAT	28.275	112	3.166.800	27.081		2.113.443	56.431		4.232.325	111.787	9.512.568

TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I		
9.512.562	(74.500.000)	(0,13)	294.500.000	0,03	41.000.000	0,23	28.500.000	0,33

PAYS : TCHAD
ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	154	0	0	107	0	0	107	0	0	0
RIZ	3.960	154	609.840	0	125	0	0	125	0	3.960	609.840
CER.II	0	154	0	8.754	123	1.076.742	0	123	0	8.754	1.076.742
TOT/CAT	3.960	175	693.000	8.754		1.076.742	0		0	12.714	1.769.742

TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I		
1.769.742		ERR	24.775.000	0,07	53.105.000	0,03	48.715.000	0,04

L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS DU CILSS

TITRE : RATIOS AA/DONNEES MACRO., DU POINT DE VUE DU TRESOR PUBLIC

UNITES : TONNES, 1000 FCFA

SOURCE : PAM, IRAM, SIM, FEWS

FICHIER : VAL4A

PAYS : BURKINA FASO

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	105	0	1.728	127	219.456	2.000	127	254.000	3.728	473.456
RIZ	0	105	0	0	146	0	9.274	146	1.354.004	9.274	1.354.004
CER.II	0	105	0	27.860	95	2.646.700	0	95	0	27.860	2.646.700
TOT/CAT	0	86	0	29.588		2.866.156	11.274		1.608.004	40.862	4.474.160
	TOTAL	BAL.COMM.		TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD	
Valeur AA				B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I			
4.006.088 (104.800.000)	(0,04)			93.300.000	0,04	73.400.000	0,05	32.700.000	0,12		

PAYS : CAP VERT

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	75	0	5.000	72	360.000	2.000	72	144.000	7.000	504.000
RIZ	40	75	3.000	464	90	41.760	11.750	90	1.057.500	12.254	1.102.260
CER.II	303	75	22.725	12.370	60	742.200	9.500	60	570.000	22.173	1.334.925
TOT/CAT	0		0	17.834		1.143.960	23.250		1.771.500	41.084	2.915.460
	TOTAL	BAL.COMM.		TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD	
Valeur AA				B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I			
2.627.250						ERR		ERR	25.793.810	0,10	

PAYS : GAMBIE

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	0	0	655	94	61.570	1.000	94	94.000	1.655	155.570
RIZ	0	0	0	15.380	115	1.768.700	2.233	115	256.795	17.613	2.025.495
CER.II	0	0	0	535	79	42.265	0	79	0	535	42.265
TOT/CAT	0		0	16.570		1.872.535	3.233		350.795	19.803	2.223.330
	TOTAL	BAL.COMM.		TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD	
Valeur AA				B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I			
1.457.575					21.958.058	0,07		ERR	24.453.485	0,06	

xi

PAYS : GUINEE BISSAU

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0		0	611	105	64.155	4.000	105	420.000	4.611	484.155
RIZ	110		0	6.109	138	843.042	10.206	138	1.408.428	16.425	2.251.470
CER.II	180		0	543		0	0		0	723	0
TOT/CAT	0		0	7.263		907.197	14.206		1.828.428	21.469	2.735.625

TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET.	TOTAL/ TOT.ETAT	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD
			TOT.ETAT HORS APD					
1.486.452			181.868.101	0,01		ERR 29.427.580	0,05	

PAYS : MALI

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	146	0	0	133	0	0	133	0	0	0
RIZ	5.425	146	792.050	10.281	168	1.727.208	10.000	168	1.680.000	25.706	4.199.258
CER.II	1.200	146	175.200	13.500	107	1.444.500	0	107	0	14.700	1.619.700
TOT/CAT	6.625	99	655.875	23.781		3.171.708	10.000		1.680.000	40.406	5.507.583

TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET.	TOTAL/ TOT.ETAT	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD
			TOT.ETAT HORS APD					
4.229.880 (32.100.000)	(0,13)		86.100.000	0,05	58.400.000	0,07	33.900.000	0,12

PAYS : MAURITANIE

ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	3.987	112	446.544	530	76	40.280	19.476	76	1.480.176	23.993	1.967.000
RIZ	504	112	56.448	70	100	7.000	9.144	100	914.400	9.718	977.848
CER.II	2.023	112	226.576	13.916	100	1.391.600	7.000	100	700.000	22.939	2.318.176
TOT/CAT	6.514		729.568	14.516		1.438.880	35.620		3.094.576	56.650	5.263.024

TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET.	TOTAL/ TOT.ETAT	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	AA/APD
			TOT.ETAT HORS APD					
4.652.560 (2.057.959)	(2)		30.028.900	0,15		ERR 54.268.270	0,09	

PAYS : NIGER
ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	4.200	105	441.000	0	112	0	0	112	0	4.200	441.000
RIZ	100	105	10.500	0	130	0	3.892	130	505.960	3.992	516.460
CER.II	16.108	105	1.691.340	10.518	95	999.210	3.000	90	270.000	29.626	2.960.550
TOT/CAT	20.408	96	1.959.168	10.518		999.210	6.892		775.960	37.818	3.734.338
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD			
3.734.338	2.400.000	1,56	65.000.000	0,06	56.700.000	0,07	34.600.000	0,11			

PAYS : SENEGAL
ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	18.619	94	1.750.186	0	94	0	0	94	0	18.619	1.750.186
RIZ	8.920	94	838.480	6.489	115	746.235	56.431	115	6.489.565	71.840	8.074.280
CER.II	736	94	69.184	20.592	79	1.626.768	0	79	0	21.328	1.695.952
TOT/CAT	28.275	112	3.166.800	27.081		2.373.003	56.431		6.489.565	111.787	*****
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD			
9.512.562	(74.500.000)	(0,13)	294.500.000	0,03	41.000.000	0,23	28.500.000	0,33			

PAYS : TCHAD
ANNEE : 87-88

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	154	0	0	128	0	0	128	0	0	0
RIZ	3.960	154	609.840	0	150	0	0	150	0	3.960	609.840
CER.II	0	154	0	8.754	123	1.076.742	0	123	0	8.754	1.076.742
TOT/CAT	3.960	175	693.000	8.754		1.076.742	0		0	12.714	1.769.742
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD			
1.769.742		ERR	24.775.000	0,07	53.15.000	0,03	48.715.000	0,04			

L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LES PAYS DU CILSS

PAYS : TOUS

TITRE : RATIOS AA/DONNEES MACRO., DU POINT DE VUE DE L'ECONOMIE

UNITES : TONNES, 1000 FCFA

SOURCE : PAM, IRAM, SIM, FEWS

FICHIER : VAL3

PAYS : BURKINA FASO

ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	86	0	2.698	84	226.632	0	84	0	2.698	226.632
RIZ	0	86	0	326	91	29.666	7.512	91	683.592	7.838	713.258
CER.II	0	86	0	28.982	75	2.173.650	0	75	0	28.982	2.173.650
TOT/CAT	0	86	0	32.006		2.429.948	7.512		683.592	39.518	3.113.540
TOTAL Valeur AA		BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD		
3.113.540 (78.700.000)			(0,04)	92.000.000	0,03	48.700.000	0,06	22.800.000	0,14		

PAYS : CAP VERT

ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	72	0	5.000	50	250.000	5.500	50	275.000	10.500	525.000
RIZ	0	72	0	8.129	51	414.579	10.286	51	524.586	18.415	939.165
CER.II	0	72	0	4.782	57	272.574	16.343	57	931.551	21.125	1.204.125
TOT/CAT	0		0	17.911		937.153	32.129		1.731.137	50.040	2.668.290
TOTAL Valeur AA		BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I				
2.668.290					ERR		ERR				

PAYS : GAMBIE

ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	117	0	647	50	32.350	0	50	0	647	32.350
RIZ	0	117	0	5.316	51	271.116	3.960	51	201.960	9.276	473.076
CER.II	0	117	0	3.077	98	301.546	0	98	0	3.077	301.546
TOT/CAT	0	86	0	9.040		605.012	3.960		201.960	13.000	806.972
TOTAL Valeur AA		BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I				
806.972					ERR		ERR				

XIV

PAYS : GUINEE BISSAU

ANNEE : 89-90

Tonnes	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur	
BLE	0	0	100	50	5.000	2.000	50	100.000	2.100	105.000	
RIZ	0	0	832	51	42.432	3.000	51	153.000	3.832	195.432	
CER.II	0	0	351		0	5.000		0	5.351	0	
TOT/CAT	0	0	1.283		47.432	10.000		253.000	11.283	300.432	

TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I
				ERR		ERR

PAYS : MALI

ANNEE : 89-90

Tonnes	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur	
BLE	0	99	0	8.616	81	697.896	6.000	81	486.000	14.616	1.183.896
RIZ	0	99	0	8.116	82	665.512	0	82	0	8.116	665.512
CER.II	0	99	0	21.557	78	1.681.446	0	78	0	21.557	1.681.446
TOT/CAT	0	99	0	38.289		3.044.854	6.000		486.000	44.289	3.530.854
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD		TOTAL/APD		
TOT/CAT 3.530.854 (28.800.000)	(0,12)	116.900.000		0,03	74.100.000		0,05	36.200.000		0,10	

PAYS : MAURITANIE

ANNEE : 89-90

Tonnes	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur	
BLE	11.019	139 1.531.641		8.268	50	413.400	44.703		50 2.235.150	63.990	4.180.191
RIZ	0	139 0		1.500	51	76.500	0	51	0	1.500	76.500
CER.II	147	139 20.433		4.858	114	553.812	0	114	0	5.005	574.245
TOT/CAT	11.166	1.552.074		14.626		1.043.712	44.703		2.235.150	70.495	4.830.936
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD		TOTAL/APD		
4.830.936				ERR		ERR					

X✓

PAYS : NIGER
ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	96	0	0	90	0	0	90	0	0	0
RIZ	0	96	0	0	91	0	0	91	0	0	0
CER.II	0	96	0	13.122	83	1.089.126	15.000	83	1.245.000	28.122	2.334.126
TOT/CAT	0	96	0	13.122		1.089.126	15.000		1.245.000	28.122	2.334.126
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD			
2.334.126	5.000.000	0,47	67.100.000	0,03	58.200.000	0,04	34.600.000	0,07			

PAYS : SENEGAL
ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	112	0	0	50	0	16.403	50	820.150	16.403	820.150
RIZ	884	112	99.008	17.162	51	875.262	34.665	51	1.767.915	52.711	2.742.185
CER.II	4.207	112	471.184	5.088	93	473.184	0	93	0	9.295	944.368
TOT/CAT	5.091	112	570.192	22.250		1.348.446	51.068		2.588.065	78.409	4.506.703
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD			
4.506.703	66.500.000	0,07	300.200.000	0,02	38.000.000	0,12	22.800.000	0,20			

PAYS : TCHAD
ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	175	0	0	100	0	6.758	100	675.800	6.758	675.800
RIZ	0	175	0	0	101	0	0	101	0	0	0
CER.II	7.267	175	1.271.725	7.120	149	1.060.880	6.000	149	894.000	20.387	3.226.605
TOT/CAT	7.267	175	1.271.725	7.120		1.060.880	12.758		1.569.800	27.145	3.902.405
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD			
3.902.405 (26.540.000)	(0,15)	28.415.000	0,14	65.000.000	0,06	41.300.000	0,09				

PAYS : TOUS
 TITRE : RATIOS AA/DONNEES MACRO., DU POINT DE VUE DU TRESOR PUBLIC
 UNITES : TONNES, 1000 FCFA
 SOURCE : PAM, IRAM, SIM, FEWS
 FICHIER : VAL4

PAYS : BURKINA FASO
 ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	86	0	2.698	104	280.592	0	104	0	2.698	280.592
RIZ	0	86	0	326	156	50.856	7.512	156	1.171.872	7.838	1.222.728
CER.II	0	86	0	28.982	75	2.173.650	0	75	0	28.982	2.173.650
TOT/CAT	0	86	0	32.006		2.505.098	7.512		1.171.872	39.518	3.676.970
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT. ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	APD	TOTAL/APD			
3.676.970 (78.700.000)	(0,05)	92.000.000		0,04	48.700.000		0,08	22.800.000		0,16	

PAYS : CAP VERT
 ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	72	0	5.000	65	325.000	5.500	65	357.500	10.500	682.500
RIZ	0	72	0	8.129	66	536.514	10.286	66	678.876	18.415	1.215.390
CER.II	0	72	0	4.782	57	272.574	16.343	57	931.551	21.125	1.204.125
TOT/CAT	0		0	17.911		1.134.088	32.129		1.967.927	50.040	3.102.015
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT. ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	ERR				
3.102.015							ERR				

PAYS : GAMBIE
 ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	117	0	647	99	64.053	0	99	0	647	64.053
RIZ	0	117	0	5.316	100	531.600	3.960	100	396.000	9.276	927.600
CER.II	0	117	0	3.077	98	301.546	0	98	0	3.077	301.546
TOT/CAT	0	86	0	9.040		897.199	3.960		396.000	13.000	1.293.199
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM.	TOTAL/ B.C	RECET. TOT. ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I	ERR				
1.292.552							ERR				

PAYS : GUINEE BISSAU

ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0		0	100	106	10.600	2.000	106	212.000	2.100	222.600
RIZ	0		0	832	108	89.856	3.000	108	324.000	3.832	413.856
CER.II	0		0	351		0	5.000		0	5.351	0
TOT/CAT	0		0	1.283		100.456	10.000		536.000	11.283	636.456
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM. B.C	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I					

PAYS : MALI

ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	99	0	8.616	122	1.051.152	6.000	122	732.000	14.616	1.783.152
RIZ	0	99	0	8.116	123	998.268	0	123	0	8.116	998.268
CER.II	0	99	0	21.557	78	1.681.446	0	78	0	21.557	1.681.446
TOT/CAT	0	99	0	38.289		3.730.866	6.000		732.000	44.289	4.462.866
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM. B.C	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I			APD	TOTAL/APD	
4.462.866 (28.800.000)	(0,15)	116.900.000	HORS APD	0,04	74.100.000	0,06	36.200.000	0,12			

PAYS : MAURITANIE

ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	11.019	139	1.531.641	8.268	137	1.132.716	44.703	137	6.124.311	63.990	8.768.668
RIZ	0	139	0	1.500	138	207.000	0	138	0	1.500	207.000
CER.II	147	139	20.433	4.858	114	553.812	0	114	0	5.005	574.245
TOT/CAT	11.166		1.552.074	14.626		1.893.528	44.703		6.124.311	70.495	9.569.913
TOTAL Valeur AA	BAL.COMM. B.C	TOTAL/ B.C	RECET. TOT.ETAT	TOTAL/ RTE	DEPENSES INVEST.	TOTAL/ D.I			ERR		
9.463.971									ERR		

xviii

PAYS : NIGER
ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	96	0	0	141	0	0	141	0	0	0
RIZ	0	96	0	0	143	0	0	143	0	0	0
CER.II	0	96	0	13.122	83	1.089.126	15.000	83	1.245.000	28.122	2.334.126
TOT/CAT	0	96	0	13.122		1.089.126	15.000		1.245.000	28.122	2.334.126
TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD			
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I					
2.334.126	5.000.000	0,47	67.100.000	0,03	58.200.000	0,04	34.600.000	0,07			

PAYS : SENEGAL
ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	112	0	0	113	0	16.403	113	1.853.539	16.403	1.853.539
RIZ	884	112	99.008	17.162	114	1.956.468	34.665	114	3.951.810	52.711	6.007.286
CER.II	4.207	112	471.184	5.088	93	473.184	0	93	0	9.295	944.368
TOT/CAT	5.091	112	570.192	22.250		2.429.652	51.068		5.805.349	78.409	8.805.193
TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD			
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I					
8.788.790	66.500.000	0,13	300.200.000	0,03	38.000.000	0,23	22.800.000	0,39			

PAYS : TCHAD
ANNEE : 89-90

	URGENCE			PROJET			HORS-PROJET			TOTAL	
	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Prix Un.	Valeur	Tonnes	Valeur
BLE	0	175	0	0	136	0	6.758	136	919.088	6.758	919.088
RIZ	0	175	0	0	137	0	0	137	0	0	0
CER.II	7.267	175	1.271.725	7.120	149	1.060.880	6.000	149	894.000	20.387	3.226.605
TOT/CAT	7.267	175	1.271.725	7.120		1.060.880	12.758		1.813.088	27.145	4.145.693
TOTAL	BAL.COMM.	TOTAL/	RECET.	TOTAL/	DEPENSES	TOTAL/	APD	TOTAL/APD			
Valeur AA		B.C	TOT.ETAT	RTE	INVEST.	D.I					
4.145.693 (26.540.000)	(0,16)	28.415.000	0,15	65.000.000	0,06	41.300.000	0,10				

Libellé Pays	Libellé Poste	1986	1987	1988	1989
La Gambie	BALANCE COMMERCIALE				
La Gambie	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS				
La Gambie	Recettes totales de l'Etat	268,6	479,7	494,6	575,6
La Gambie	Dépenses courantes	189,1	313,7	431,9	353,2
	PIB en millions de dalasis	1056	1251	1489	
	Dépenses d'investissements				
Guinée Bissau	BALANCE COMMERCIALE				
Guinée Bissau	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS				
Guinée Bissau	Recettes totales de l'Etat	11,4	34	63,6	154,1
Guinée Bissau	Dépenses courantes	8,3	15	29,4	74,7
	PIB en milliards de pesos	34			
	Dépenses d'investissements				
Burkina Faso	BALANCE COMMERCIALE	-101,4	-94,8	-104,8	-117,4
Burkina Faso	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	-11,45	-8,3	-21,45	-40,4
Burkina Faso	Recettes totales de l'Etat	116	130	126	141
Burkina Faso	Dépenses courantes	65	70	77	81
	PIB en milliards CFA	504	510	582	619
	Dépenses d'investissements			73,4	55,5
Mali	BALANCE COMMERCIALE	-48,67	-23,9	-32,1	-22,7
Mali	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	-7,57	14,5	18,9	21,5
Mali	Recettes totales de l'Etat	120	120	120	143
Mali	Dépenses courantes	84	83	87	88
	PIB en milliards CFA	528	569	578	642
	Dépenses d'investissements			58,4	76,7
Mauritanie	BALANCE COMMERCIALE	1,300099	3,161766	7,01	10,53
Mauritanie	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	-8,60381	-9,65019	-0,52	
Mauritanie	Recettes totales de l'Etat	18,3	20,5	21,3	22,4
Mauritanie	Dépenses courantes	14,6	15,6	16,6	17,8
	PIB en milliards ouguyas	63	69	75	
Niger	BALANCE COMMERCIALE	-11,4	3,2	2,4	1
Niger	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	-13,3	-11,1	2,5	31,8
Niger	Recettes totales de l'Etat	106,7	110,4	96,2	58,8
Niger	Dépenses courantes	75	76,1	79,9	79,4
	PIB en milliards CFA	644	648	683	676
	Dépenses d'investissements			56,7	62,8
Senegal	BALANCE COMMERCIALE	-82,04	-76,419	-74,5	-72,3
Senegal	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	-81,84	-73,519	-80,35	-68,6
Senegal	Recettes totales de l'Etat	238	266	271	275
Senegal	Dépenses courantes	235	260	270	269
	PIB en milliards CFA	1223	1338	1417	1444
	Dépenses d'investissements			41	40
Tchad	BALANCE COMMERCIALE				
Tchad	BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS				
Tchad	Recettes totales de l'Etat				
Tchad	Dépenses courantes	25	27,7	31	
	PIB en milliards CFA	268	213	273	
	Dépenses d'investissements			53	63